



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Plateforme Régionale  
des Achats de l'État  
**HAUTS-DE-FRANCE**

**PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE**

----

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES**

----

Plate-forme Régionale des Achats des Hauts-de-France  
12, rue Jean sans Peur  
59 039 Lille cedex

**Cahier des charges administratives techniques (CCTP) commun à  
l'ensemble des lots**

**Accord-cadre de maintenance et d'entretien des SSI-EA et ELI  
pour les services de l'État en région Hauts-de-France**

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert  
Référence de consultation : PFRA-HDF-2026-SSI-EA-ELI

Date et heure limites de remise des plis :  
**10 décembre 2025 à 12h00**

**Charte**   
**RELATIONS FOURNISSEURS  
RESPONSABLES**

# Table des matières

1. PRÉAMBULE.....	4
2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1 Le pouvoir adjudicateur.....	4
2.1.a Personne publique contractante – pouvoir adjudicateur.....	4
2.1.b Personne habilitée à signer l'accord-cadre.....	4
2.1.c Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).....	4
2.1.d Personnes habilitées à signer les bons de commandes.....	4
2.1.e Comptables assignataires des paiements.....	5
2.2 Objet et caractéristiques de l'accord cadre.....	5
2.2.a Objet de l'accord-cadre.....	5
2.2.b Lieu d'exécution des prestations.....	5
2.2.c Textes de référence.....	5
2.2.d Engagement du titulaire.....	5
3. ORGANISATION DES INTERVENTIONS.....	6
3.1 Généralités.....	6
3.2 Contexte réglementaire.....	6
3.2.a Réglementation relative aux lots – S.S.I-E.A.....	6
3.2.b Réglementation relative aux lots E.P.L.I.....	8
3.2.c Définition des niveaux de maintenance 1 à 5.....	9
4. MAINTENANCE DES INSTALLATIONS.....	10
4.1 Prestations dues par le titulaire dans le cadre des lots S.S.I-E.A.....	10
4.2 Prestations dues par le titulaire dans le cadre des lots E.P.L.I.....	12
4.3 Les qualifications pour l'ensemble des lots techniques.....	13
5. GESTION DE LA MAINTENANCE.....	14
5.1 Planning d'intervention.....	15
5.2 Revue de marché.....	15
5.2.a Audit d'entrée.....	15
5.2.b Audit de sortie.....	16
5.3 Fiches d'intervention.....	16
5.3.a Fiches d'intervention de maintenance préventive.....	16
5.3.b Fiches d'intervention de maintenance corrective.....	16
5.3.c Rapport d'intervention.....	16
5.4 Dossier d'identité des lots – S.S.I-E.A.....	17
5.5 Rapport annuel.....	17
5.6 Synthèse annuelle.....	17
6. PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS.....	17
6.1 Maintenance préventive.....	17
6.2 Maintenance corrective.....	17
7. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	18
7.1 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	18
7.2 Maintenance préventive.....	18
7.3 Maintenance corrective et complémentaire.....	19
7.4 Astreintes.....	19
7.5 Assistance.....	19
7.6 Réunions.....	20
7.7 Synthèse des délais.....	20
8. PRODUITS CONSOMMABLES / PIÈCES DE RECHANGE.....	20
9. CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	21
9.1 Interdiction des émulseurs et additifs fluorés.....	21
9.2 Les nouveaux additifs et émulseurs autorisés.....	21
9.3 BEGES et plan de transition associé au titulaire.....	21
9.4 <i>Qualité environnementale des produits et matériaux</i> .....	22
9.4.1 Réduction de l'impact environnemental et sur la santé.....	22
9.4.2 Gestion des déchets.....	22
9.4.3 Qualité environnementale des véhicules routiers.....	22
9.4.4 Formation des conducteurs à l'éco-conduite.....	23

10. PRESTATIONS DIVERSES.....	23
10.1 Logiciels relatifs aux S.S.I-E.A.....	23
10.2 Outillage.....	23
10.3 Appareils de mesure.....	23
10.4 Nettoyage.....	23
10.5 Plan d'évacuation.....	23

# 1. PRÉAMBULE

Les services de l'État (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale), hors ministère de la Défense, et plusieurs opérateurs de l'État de la région Hauts-de-France ont décidé de coordonner leurs besoins communs, en matière de maintenance préventive et corrective et de fourniture de matériels des systèmes de sécurité incendie - équipements d'alarme (SSI-EA) et équipements de lutte contre l'incendie (ELI), sous la forme d'un accord-cadre régional alloti.

**La Plateforme Régionale des Achats de l'Etat Hauts-de-France (PFRA)** est chargée de coordonner la passation du marché pour les services bénéficiaires. Elle est chargée de signer et de notifier le marché, chaque service bénéficiaire, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Cet accord-cadre permet d'assurer la vérification, la maintenance et la fourniture de matériels des systèmes de sécurité incendie et des équipements d'alarmes (SSI-EA – lots 1 à 5) d'une part, et des équipements de lutte contre l'incendie (ELI – lots 6 à 10) d'autre part.

Une consultation est lancée en vue de la passation d'un accord cadre à bons de commandes suivant différents lots géographiques :

Pour les prestations SSI-EA :

- Département du Nord
- Département du Pas-de-Calais
- Département de la Somme
- Département de l'Oise
- Département de l'Aisne

Pour les prestations ELI :

- Département du Nord
- Département du Pas-de-Calais
- Département de la Somme
- Département de l'Oise
- Département de l'Aisne

## 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 2.1 *Le pouvoir adjudicateur*

#### 2.1.a *Personne publique contractante – pouvoir adjudicateur*

Monsieur le Préfet de la Région Hauts-de-France, représenté par  
Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales (**SGAR Hauts de France**)  
Plateforme Régionale des Achats de l'État Hauts-de-France (PFRA)  
12, rue Jean sans Peur - 59039 LILLE CEDEX

#### 2.1.b *Personne habilitée à signer l'accord-cadre*

Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France, représenté par  
Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales (**SGAR Hauts de France**)  
12, rue Jean sans Peur  
59039 LILLE CEDEX

#### 2.1.c *Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)*

Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales (**SGAR Hauts de France**)  
Madame la Directrice de la Plateforme Régionale des Achats de l'État (**PFRA Hauts-de-France**)  
12, rue Jean sans Peur  
59039 LILLE CEDEX

Il est chargé de la coordination de l'accord-cadre. Il est habilité à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique pour ce marché.

### **2.1.d Personnes habilitées à signer les bons de commandes**

Sont habilités à signer les bons de commandes les services de l'État tels que visés dans l'annexe 1 « services bénéficiaires » du CCAP.

### **2.1.e Comptables assignataires des paiements**

Les comptables assignataires des paiements sont listés dans l'annexe 1 « services bénéficiaires » ainsi que les BOP correspondants.

## **2.2 Objet et caractéristiques de l'accord cadre**

### **2.2.a Objet de l'accord-cadre**

L'accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et corrective ainsi que la fourniture des systèmes de sécurité incendie, équipements d'alarme et équipements de lutte contre l'incendie pour les services de l'État en région Hauts-de-France

L'accord-cadre porte sur des prestations de services et de fournitures :

- Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie et équipements d'alarme (SSI-EA)

CPV principal : **31625200** - Systèmes d'alarme incendie

CPV secondaires :

31625100 Systèmes de détection incendie

31625000 Avertisseurs d'effractions et d'incendie

31625200 Systèmes d'alarme incendie

35111500 Système d'extinction d'incendie

35111000 Matériel de lutte contre l'incendie

35111400 Équipement d'évacuation en cas d'incendie

- Maintenance préventive, corrective et fourniture de matériels des équipements de lutte contre l'incendie (ELI)

CPV principal : **35000000** - Équipement de sécurité, de lutte contre l'incendie

CPV secondaires :

35111200 Équipement de lutte contre l'incendie

35111300 Appareils extincteurs

35111500 Système d'extinction d'incendie

45343220 Travaux d'installation d'extincteurs

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objet des bons de commandes, conformément à ses engagements contractuels.

### **2.2.b Lieu d'exécution des prestations**

Les marchés sont exécutés dans la région Hauts-de-France sur les sites administratifs notamment :

- Établissement recevant du public,
- Locaux à usage de bureaux,
- Locaux d'enseignement,
- Bâtiments hospitaliers,
- Logements de fonction, parkings, voiries...

### 2.2.c Textes de référence

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et en lien avec l'objet du marché. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant est retenu et appliqué.

### 2.2.d Engagement du titulaire

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations objet du marché. ; sous réserve de moyens que le donneur d'ordre doit leur mettre à disposition pour la réalisation de leurs missions : afin de garantir l'accessibilité à certains locaux, et afin de pouvoir accéder à certaines installations techniques (installations d'ascenseur, locaux électriques, chaufferie par exemple).

## 3. ORGANISATION DES INTERVENTIONS

### 3.1 Généralités

Le titulaire doit assurer les interventions dans les plages horaires d'ouverture des bâtiments. Par défaut, ces plages horaires sont fixées de 08h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00 les jours ouvrés, du lundi au vendredi.

Certains services ou certains sites connaissant des amplitudes horaires différentes. Celles-ci seront précisés dans les bons de commandes.

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire est tenu d'informer, les responsables des sites, au plus tard, **15 jours** avant l'intervention, par tous moyens permettant d'en attester la réception, (fax, courrier ou courriel) les dates et heures de visite.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le (ou les) registre(s) de sécurité seront systématiquement renseignés et signés par le titulaire, ainsi que la main courante dans le cadre de la maintenance du S.S.I-E.A. En cas de défaillance du titulaire sur l'un de ces points, la facture liée à l'intervention sera refusée.

Le titulaire doit remettre annuellement au responsable de site un rapport de vérifications rédigé selon les dispositions de l'article GE 10 du règlement de sécurité de l'arrêté du 25 juin 1980 du ministre de l'intérieur modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

A minima, chaque service gestionnaire désignera au titulaire un interlocuteur pour les bâtiments le concernant.

De son côté, le titulaire devra désigner parmi son personnel un responsable référent, interlocuteur privilégié de la PFRA, coordonnateur du marché.

Le titulaire devra également mettre à disposition des services bénéficiaires une adresse e-mail fonctionnelle spécialement dédiée aux prestations du présent accord-cadre.

### 3.2 Contexte réglementaire

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur dans les meilleures conditions de fonctionnement et de sécurité.

D'une manière générale, le titulaire devra se référer aux notices d'entretien des constructeurs et prendre connaissance des éventuels dossiers d'identité SSI-EA et E.L.I. De quelque manière que ce soit, une visite de maintenance annuelle est due par le titulaire.

Sans être exhaustive, la liste ci-dessous précise, d'une part, pour les SSI-EA et, d'autre part pour les E.L.I, les textes courants auxquels le titulaire se soumet.

### **3.2.a. Réglementation relative aux lots – S.S.I-E.A**

- spécifications formelles du constructeur ;
- règlements de sécurité ERP, IGH et au code du travail ;
- dispositions du code du travail (Titres : conception et utilisation des lieux de travail) ;
- arrêté du 18 novembre 2011 relatif aux détecteurs de fumée à chambre d'ionisation ;
- **NF S61-930 (décembre 2001)** : Systèmes concourant à la sécurité contre les risques d'incendie (Indice de classement : S61-930);
- **NF S61-931 (avril 2004)** : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) - Dispositions générales (Indice de classement : S61-931);
- **NF S61-932 (décembre 2008)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Règles d'installation du Système de Mise en Sécurité Incendie (S.M.S.I.) (Indice de classement : S61-932);
- **NF S61-933 (avril 1997)** : Systèmes de sécurité incendie (SSI) - Règles d'exploitation et de maintenance (Indice de classement : S61-933);
- **NF S61-934 (mars 1991)** : Systèmes de sécurité incendie (SSI) - Centralisateurs de mise en sécurité incendie (CMSI) - Règles de conception (Indice de classement : S61-934);
- **NF S61-935 (décembre 1990)** : Systèmes de sécurité incendie (SSI) - Unités de signalisation (US) - Règles de conception (Indice de classement : S61-935);
- **NF S61-936 (juin 2004)** : Systèmes de sécurité incendie (SSI) - Équipements d'alarme (E.A.) - Règles de conception + Amendement A1 (décembre 2009) (Indice de classement : S61-936);
- **NF S61-937 (décembre 1990)** : Systèmes de sécurité incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) + Amendement A1 (décembre 2006) (Indice de classement : S61-937);
- **NF S61-937-1 (décembre 2003)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) - Partie 1 : prescriptions générales (Indice de classement : S61-937-1);
- **NF S61-937-2 (décembre 2003)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) - Partie 2 : porte battante à fermeture automatique (Indice de classement : S61-937-2);
- **NF S61-937-3 (décembre 2004)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) - Partie 3 : porte coulissante à fermeture automatique (Indice de classement : S61-937-3);
- **NF S61-937-4 (juin 2005)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) - Partie 4 : rideau et porte à dévêtissement vertical (Indice de classement : S61-937-4);
- **NF S61-937-5 (décembre 2005)** : Systèmes de sécurité incendie (S.S.I.) - Dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.) - Partie 5 : clapet autocommandé et clapet télécommandé (Indice de classement : S61-937-5);
- **NF S61-937-6 (octobre 2010)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) - Partie 6 : exutoire et ouvrant de désenfumage (ouvrages composés) (Indice de classement : S61-937-6);
- **NF S61-937-7 (octobre 2010)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) - Partie 7 : compatibilité pour intégration dans un S.S.I. des dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (D.E.N.F.C.) (Indice de classement : S61-937-7);
- **NF S61-937-8 (octobre 2010)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) - Partie 8 : ouvrants télécommandés d'amenée d'air naturel en façade (Indice de classement : S61-937-8);

- **NF S61-937-9 (janvier 2011)** : Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) - Partie 9 : coffret de relaying pour un ventilateur de désenfumage (Indice de classement : S61-937-9);
- **NF S61-938 (juillet 1991)** : Systèmes de sécurité incendie (SSI) - Dispositifs de commande manuelle (DCM) - Dispositifs de commandes manuelles regroupées (DCMR) - Dispositifs de commande avec signalisation (DCS) - Dispositifs adaptateurs de commande (DAC) (Indice de classement : S61-938);
- **NF S61-939 (mars 1992)** : Systèmes de sécurité incendie (SSI) - Alimentations pneumatiques de sécurité (APS) - Règles de conception (Indice de classement : S61-939);
- **NF S61-940 (juin 2000)** : Systèmes de sécurité incendie (SSI) - Alimentations électriques de sécurité (AES) - Règles de conception (Indice de classement : S61-940);
- **FD S61-949 (novembre 1995)** : Systèmes de sécurité incendie - Commentaires et interprétations des normes NF S61-931 à NF S61-939 (Indice de classement : S61-949);
- **NF S61-950 (janvier 2004)** : Matériel de détection d'incendie - Détecteurs linéaires de chaleur et multiponctuels de fumées et organes intermédiaires (Indice de classement : S61-950);
- **NF S61-961 (septembre 2007)** : Matériels de détection d'incendie - Systèmes Détecteurs Autonomes Déclencheurs (S.D.A.D) (Indice de classement : S61-961);
- **NF S61-970 (juillet 2007)** : Règles d'installation des Systèmes de Détection Incendie (S.D.I) + Amendement A1 (avril 2009) + Amendement A2 (novembre 2010) (Indice de classement : S61-970);
- **NF EN 54-1 (mai 2011)** : Systèmes de détection et d'alarme incendie - Partie 1 : Introduction (Indice de classement : S61-981).
- **NF X 08-070 (juin 2013)** : Informations et instructions de sécurité – consignes et instructions, plan d'évacuation, plan d'intervention, plans et documentation technique de sécurité.

### **3.2.b. Réglementation relative aux lots E.P.L.I**

- spécifications formelles du constructeur ;
- règlement de sécurité incendie des ERP et IGH ;
- code du travail : Conception et utilisation des lieux de travail ;
- règlement de sécurité des IGH ;
- **NF S 61-919 (août 2001)** Maintenance des extincteurs d'incendie et portatifs ;
- **NF S 61-922** Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes (homologuée en juin 1999) ;
- **FD CEN/TR 15276-2 (février 2009)** Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes d'extinction à aérosol - Partie 2 : calcul, installation et maintenance ;
- **NF EN 12416-2+A1 (septembre 2007)** Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes d'extinction à poudre - Partie 2 : conception, construction et maintenance ;
- **NF EN 13565-2 (juillet 2009)** Installation fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes à émulseurs - Partie 2 : calcul, installation et maintenance ;
- **NF EN 15004-1 (octobre 2008)** Installations fixes de lutte contre l'incendie - Installations d'extinction à gaz - Partie 1 : calcul, installation et maintenance ;
- **XP CEN/TS 14816 (décembre 2008)** Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes d'extinction à pulvérisation d'eau - Conception, installation et maintenance ;



- **ISO/TS 11602-2:2010 (août 2010)** Protection contre l'incendie - Extincteurs portatifs et extincteurs sur roues - Partie 2 : contrôle et maintenance ;
- **NF S62-201 (septembre 2005)** Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides (R.I.A.) – Règles d'installation et de maintenance de l'installation ;
- **NF EN 671-3 (mai 2009)** Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Partie 3 : maintenance des robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides et des postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats ;
- **NF S 61-759 (juin 2007)** Colonnes d'incendie – installation et maintenance ;
- **NF S 61-919 (juillet 2004)** Maintenance des extincteurs portatifs ;
- **NF S 61-933 (septembre 2011)** Systèmes de sécurité incendie (SSI) - règles d'exploitation et de maintenance ;
- **NF C 71-830 (août 2003)** Maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité ;
- **NF EN 60598-2-22 (octobre 2000)/ A1 (juin 2003) /A2 (juillet 2008)** :Règles particulières - Luminaires pour éclairage de secours ;
- **NF C 71-800 (décembre 2000)** Aptitude à la fonction des BAES d'évacuation dans les ERP, ERT soumis à réglementation ;
- **NF C 71-801 (décembre 2000)** Aptitude à la fonction des BAES d'ambiance dans les ERP, ERT soumis à réglementation ;
- **UTE C71-806 (février 2007)** Règles applicables pour l'utilisation de batteries NiMh dans les BAES ;
- **NF C71-810 (octobre 1987)** Blocs autonomes portables d'intervention (BAPI) – Règles ;
- **NF EN 62034 (octobre 2010)** Février 2007 Système automatique de test pour éclairage de sécurité sur batteries ;
- **NF EN 62386-202 (janvier 2010)** Interface d'éclairage adressable numérique - Partie 202 : exigences particulières pour les appareillages de commande - Blocs autonomes d'éclairage de secours (dispositifs de type 1) ;
- **NF C71-820 (mai 1999)** Système de test automatique pour appareil d'éclairage de sécurité ;
- **NF X08-003-3 (juillet 2006)** Symboles graphiques et pictogrammes - Couleurs de sécurité et signaux visuels de sécurité - Partie 3 : signaux visuels de sécurité normalisés ;
- **FD X08-040-3 (mars 2010)** Symboles graphiques et pictogrammes - Dispositifs d'information et de sécurité - Partie 3 : symboles graphiques et signaux visuels relevant de l'accessibilité pour tous.

A titre indicatif, une liste des interventions minimales est donnée en annexe du présent CCTP.

### **3.2.c Définition des niveaux de maintenance 1 à 5**

Au sens de la norme NF X 60-010, les cinq niveaux d'interventions en maintenance sont définis de la manière suivante :

**Niveau 1** : Actions simples, réglages et petits nettoyages notamment, préconisés par le constructeur ou défini par le service de maintenance, nécessaires ou souhaitables pour l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité.

**Niveau 2** : Opérations mineures de maintenance qui ne nécessitent que des instructions ou procédures simples (opérations du ressort de techniciens habilités ou d'opérateurs dûment formés). Le terme habilitation signifie ici que la personne a bénéficié d'une formation adéquate pour intervenir à la fois en sécurité et en connaissance de cause.

**Niveau 3** : Opérations qui nécessitent identification et diagnostic préalable, éventuellement à l'aide de procédures « complexes ». Ce niveau englobe la réparation par échange de composants et réparations mineur, suivis éventuellement de réglage ou d'étalonnage. Ce niveau requiert l'intervention d'un technicien spécialisé. Les opérations peuvent être effectuées sur place ou dans les locaux du service de maintenance.

**Niveau 4** : Travaux importants de maintenance corrective ou préventive, qui implique la maîtrise de techniques ou de technologies particulières.

**Niveau 5** : Opérations de rénovation - reconstruction - réparations importantes impliquant des moyens humains proches de la fabrication.

Corrélation entre les niveaux de maintenance définis dans la norme et les gammes de maintenance définies à l'accord-cadre :

- Les prestations définies dans les niveaux 1 et 2 sont inclus de fait (techniquement et financièrement) dans les prestations de maintenance préventive tel que prévues dans le présent accord cadre ;
- Les prestations définies au niveau 3 sont des prestations de maintenance corrective réservées au titulaire du présent accord cadre. Elles font l'objet de devis conformément au présent accord cadre ;
- Les prestations de niveau 4 sont des prestations de maintenance corrective et peuvent faire l'objet d'une remise en concurrence à la discrétion des ordonnateurs. Elles font l'objet de devis conformément au présent accord cadre ;
- Les prestations de niveau 5 sont exclus du présent accord cadre

## 4. MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

- La maintenance s'entend au sens de la **norme NF EN 13306 X 60-319** :

**" L'ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien destiné à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise ".**

- **La maintenance préventive** consiste, après avoir vérifié de manière approfondie l'état physique extérieur de l'équipement, à procéder à un examen détaillé en vue d'établir un constat de l'état de chaque appareillages.
- **La maintenance corrective** consiste à remettre en état de fonctionnement les appareils reconnus défectueux, détériorés ou ayant été utilisés lors d'un sinistre.

Le titulaire doit l'ensemble des prestations de maintenance des installations des S.S.I.-E.A. et des E.L.I. y compris toutes sujétions d'exécution et de contrôle d'exécution.

Le titulaire devra prendre en compte l'évolution du cadre réglementaire tout au long de l'exécution des prestations selon les normes et réglementations en vigueur, mais aussi des instructions et préconisations A.P.S.A.D. ou équivalent européen, dans les meilleures conditions de fonctionnement et de sécurité.

Le titulaire doit également pouvoir mettre à disposition des services un outil dématérialisé de suivi des prestations type plate-forme client, GMAO ou outil fullweb, à proposer au démarrage du marché et à finaliser en accord avec le représentant du pouvoir adjudicateur, permettant d'avoir accès aux informations suivantes :

- inventaires exhaustifs des matériels par établissement/client
- inventaire synthétique de l'ensemble des matériels soutenus au titre de l'accord-cadre
- devis réalisés et devis validés par les services
- suivi des commandes
- suivi des factures
- rapports annuels d'activité et de vérifications (le rapport d'activité sera contradictoirement signé par l'entreprise et par le responsable de site) ;

En l'absence de règle ou de norme particulière, le titulaire se conformera aux prescriptions techniques des constructeurs et installateurs des équipements et matériels dont il a la charge.

**Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.**

### *4.1 Prestations dues par le titulaire dans le cadre des lots S.S.I.-E.A*

#### **a) La maintenance préventive**

Le titulaire réalise l'ensemble des prestations de maintenance préventive, y compris toutes sujétions d'exécution et de contrôle d'exécution. La nature et la périodicité des opérations de maintenance préventive et des essais fonctionnels, figurent dans les notices élaborées par les fabricants pour chacun des constituants du S.S.I.

En sus de ces opérations et en fonction des conditions d'exploitation et/ou des particularités du système, des opérations complémentaires peuvent être édictées par l'installateur ou le mainteneur. Ces éléments sont à annexer dans le dossier d'identité.

**À défaut de définition de la périodicité**, les essais fonctionnels (annexes B à K de la norme NF S 61-933) doivent être réalisés au minimum une fois par an. Ces essais peuvent être répartis sur deux (2) visites.

Les prestations de maintenance préventive comprennent :

- Les prestations minimales pour les équipements SSI-EA définie à l'annexe n°1 « maintenance minimales » du présent CCTP.
- Une visite de prévention annuelle : les visites périodiques réglementaires seront effectuées si possible en jours et en heures ouvrés, mais cela sera à définir en fonction des sites. Leur programmation se fera en concertation avec les responsables de site au plus tard deux semaines avant la date envisagée pour l'intervention.
- Tous les frais liés à un remplacement à neuf des batteries de tous les équipements à l'exception de celles qui équipent les luminaires sur sources centralisée (LSC au sens des normes EN 50-178 et NF 71 815) ;
- Un relamping annuel des tubes fluorescents de tous les luminaires sur sources centralisées (luminaires d'ambiance – luminaires d'évacuation) sauf Led. Le remplacement systématique se fait à l'occasion d'une visite de maintenance (fourniture, pose et frais de déplacement inclus). Les Led seront changées une fois sur la durée des 4 années.

#### • **Programmation**

Les interventions de maintenance préventive sont exécutées conformément au plan de prévention et de son planning définis par le titulaire. Dans le cas contraire, les pénalités prévues au C.C.A.P. sont applicables.

Dans le cas où l'intervention n'aurait pas pu être exécutée à la date prévue pour une raison valable et motivée, le responsable de site peut fixer une nouvelle date d'exécution au plus tard deux semaines après la date initiale. Si cette nouvelle date n'est pas respectée, les pénalités prévues au C.C.A.P. pourront être applicables.

Le titulaire devra participer à l'enrichissement du programme de maintenance préventive, en sorte d'assurer la meilleure adéquation entre le coût de cette dernière, l'efficacité au regard des interventions de maintenance corrective et l'importance de la gêne effective causée aux usagers.

#### **b) La maintenance corrective**

La maintenance corrective est nécessaire lors de la survenance d'une panne ou d'un désordre. Les interventions sont effectuées en accord avec le responsable de site.

La maintenance corrective a pour objectif de remettre l'équipement concerné dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité. Elle intègre la maintenance palliative (dépannage même provisoire) et la maintenance curative (opérations destinées à remettre en ordre une installation suite à une panne ayant donné lieu ou non à un dépannage).

Pour les dépannages ne nécessitant pas le remplacement de pièces de rechange (hors stock sur site), prendre des mesures conservatoires en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, la remise en route ou, à défaut la remise en route en mode dégradée, et informer le responsable de site de ces mesures.

#### • **Programmation**

La maintenance corrective est par nature imprévisible.

Les opérations de maintenance préventive ont précisément pour but de réduire le nombre de pannes nécessitant une opération de maintenance corrective. Dès lors, la programmation des interventions de maintenance corrective, autres que les mesures conservatoires et les dépannages, est faite en fonction de l'urgence.

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;

- par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fait appel au titulaire du marché, par téléphone avec confirmation obligatoire par messagerie électronique.

Ces prestations entrent dans le cadre de la maintenance sur bons de commande. Elles sont rémunérées sur la base des prix fixés dans le bordereau de prix. Toutefois, elles feront l'objet d'un devis détaillé qui sera soumis à l'accord préalable du responsable de site.

#### • Délai d'intervention

En cas de panne, l'intervention a lieu, au maximum, suivant l'appel du responsable de site :

- dans les 4 heures pour tout dépannage ayant été signalé comme urgent (7 jours sur 7, 24h/24). Les sites concernés seront précisés ultérieurement ;
- dans les 24 heures pour tout dépannage non urgent et autres cas. Sont considérées comme une urgence, toutes situations qui portent atteinte à la sécurité des personnes ou qui nécessitent une mise en sécurité immédiate de l'installation.

#### • Devis

Le titulaire doit remettre au responsable de site par message électronique un devis.

La transmission d'un devis ne devra pas excéder **2 jours ouvrés** suite à la demande du service.

En cas de demande urgente, la transmission ne pourra excéder les **24h** à compter de la demande.

#### • Suivi – rapports

Le titulaire doit mettre en place et assurer le suivi soit par des fichiers informatiques (au format ODS, ODT, DOC, ou XLS suivant la demande du service bénéficiaire), soit par un outil dématérialisé accessible aux services. Pour ce faire, il fera une proposition au démarrage du marché et il la finalisera en accord avec le responsable de site.

L'objectif étant :

- de suivre l'avancement des prestations,
- d'imputer les moyens par type de prestations,
- de suivre des indicateurs : appels utilisateurs, ratios maintenance préventive/maintenance corrective, etc.
- de suivre les consommations financières du marché pour l'ensemble des postes,
- de renseigner et de signer le ou les registres de sécurité,
- d'établir des rapports annuels d'activité et de vérifications (le rapport d'activité sera contradictoirement signé par le responsable de la société et par le responsable de site).

### ***4.2 Prestations dues par le titulaire dans le cadre des lots E.P.L.I.***

#### **a) Maintenance préventive**

Le titulaire réalise l'ensemble des maintenances préventives E.L.I. dans le respect de la réglementation en vigueur mais aussi des instructions et préconisations A.P.S.A.D. ou équivalent européen.

Les prestations de maintenance préventive comprennent :

- Les prestations minimales pour les équipements ELI définie à l'annexe n°1 « maintenance minimales » du présent CCTP.
- Une visite de prévention annuelle. Les visites périodiques réglementaires seront effectuées si possible en jours et en heures ouvrés, mais cela sera à définir en fonction des sites et leur programmation se fera en concertation avec les responsables de site au plus tard deux semaines avant la date envisagée pour l'intervention.
- Tous les frais de déplacement, de main d'œuvre, toutes les pièces détachées et accessoires changés en cours de vérifications, les charges de maintenance, la dénaturation des agents d'extincteurs récupérés, le complément quinquennal.

#### • Programmation

Les interventions de maintenance préventive sont exécutées conformément au plan de prévention et de son planning définis par le titulaire. Dans le cas contraire, les pénalités prévues à la partie 6 du C.C.A.P. sont applicables.

Dans le cas où l'intervention n'aurait pas pu être exécutée à la date prévue pour une raison valable et motivée, le responsable de site peut fixer une nouvelle date d'exécution au plus tard deux semaines après la date initiale. Si cette nouvelle date n'est pas respectée, les pénalités prévues au C.C.A.P. pourront être applicables.

Le titulaire devra participer à l'enrichissement du programme de maintenance préventive, en sorte d'assurer la meilleure adéquation entre le coût de cette dernière, l'efficacité au regard des interventions de maintenance corrective et l'importance de la gêne effective causée aux usagers.

## **b) Maintenance corrective**

Le titulaire doit effectuer la maintenance corrective nécessaire à l'issue d'une panne ou d'un désordre. Les interventions sont effectuées en accord avec le responsable de site.

La maintenance corrective a pour objectif de remettre l'équipement concerné dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité. Elle intègre la maintenance palliative (dépannage même provisoire) et la maintenance curative (opérations destinées à remettre en ordre une installation suite ou pas à un dépannage).

Pour les dépannages ne nécessitant pas le remplacement de pièces de rechange (hors stock sur site), prendre des mesures conservatoires en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, la remise en route ou, à défaut la remise en route en mode dégradée, et informer le responsable de site de ces mesures.

Seules les prestations de maintenance de niveau 1 à 4 telles que définies par la norme AFNOR NFX60-010 entrent dans le cadre de ce marché. Les pièces détachées nécessaires aux réparations d'un montant inférieur à 50€ sont à la charge du titulaire au titre du présent marché. Les interventions de niveau 5 seront traitées dans d'autres procédures.

### **• Programmation**

La maintenance corrective est par nature imprévisible.

Les opérations de maintenance préventive ont précisément pour but de réduire le nombre de pannes nécessitant une opération de maintenance corrective.

La programmation des interventions de maintenance corrective, autres que les mesures conservatoires et les dépannages, est faite en fonction de l'urgence.

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;
- par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fait appel au titulaire du marché, par téléphone avec confirmation éventuelle par messagerie électronique.

Ces prestations donnent lieu à l'émission d'un bon de commande. Elles sont rémunérées sur la base des prix fixés dans l'acte d'engagement. Toutefois, elles feront l'objet d'un devis détaillé qui sera soumis à l'accord préalable du responsable de site.

### **• Délai d'intervention**

En cas de panne, l'intervention a lieu, au maximum, suivant l'appel du responsable de site :

- dans les **24 heures** pour tout dépannage signalé comme urgent, 7 jours sur 7, 24h/24 ;
- dans les **72 heures** pour les autres cas ;

Sont considérées comme une urgence, toutes situations qui portent atteinte à la sécurité des personnes ou qui nécessitent une mise en sécurité immédiate de l'installation.

### **• Devis**

Le titulaire doit remettre au responsable de site par message électronique un devis.

La transmission d'un devis ne devra pas excéder **2 jours ouvrés** suite à la demande du service.

En cas de demande urgente, la transmission ne pourra excéder les **24h** à compter de la demande.

### **• Suivi - rapports :**

Le titulaire doit mettre en place et assurer le suivi des fichiers informatiques (au format ODS, ODT, DOC, ou XLS suivant la demande du service bénéficiaire). Pour ce faire, il fera une proposition au démarrage du marché et il la finalisera en accord avec le responsable de site.

L'objectif étant :

- de suivre l'avancement des prestations,
- d'imputer les moyens par type de prestations,
- de suivre des indicateurs : appels utilisateurs, ratios maintenance préventive/maintenance corrective, etc.
- de suivre les consommations financières du marché pour l'ensemble des postes,
- de renseigner et de signer le ou les registres de sécurité,
- d'établir des rapports annuels d'activité et de vérifications (le rapport d'activité sera contradictoirement signé par le responsable de la société et par le responsable de site).

### *4.3 Les qualifications pour l'ensemble des lots techniques*

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites possédera une qualification professionnelle sur les systèmes électriques courants faibles. Compte tenu du périmètre des installations faisant l'objet du présent CCTP dont la particularité est d'agir pour la sécurité des personnes et des biens, les équipes d'intervention doivent compter des techniciens compétents en électronique et automatisme, et participer régulièrement à des stages de mises à niveau sur les différents équipements. Le personnel doit être apte à intervenir sur les systèmes de plusieurs constructeurs.

Le titulaire s'engage à n'utiliser que du personnel de compétences parfaitement adaptées aux prestations à assurer, dans le respect des normes et réglementations en vigueur sur le territoire français (Vériselect, NF Services, autres etc).

Il est ajouté que les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un personnel habilité pour intervenir sur le système de sécurité incendie aux niveaux d'accès III et IV tels que définis dans la norme NFS 61 – 931, à savoir :

- Niveau III : personnel habilité à faire de la maintenance et de la vérification. Ce niveau permet :
  - de procéder aux opérations de vérification et de mesure afin de s'assurer du bon fonctionnement et de remplacer les éléments dont l'interchangeabilité est prévue par le constructeur,
  - de changer des paramètres dont la modification a été prévue à la conception.
- Niveau IV : personnel autorisé par le constructeur. Ce niveau comprend toute intervention non prévue dans les niveaux I à III par exemple : retrait de soudage et remplacement à l'identique d'un composant électronique, modification du programme d'exploitation.

Le titulaire devra répondre aux aspects réglementaires des normes NFS 61 933 à 61 940. Les candidats devront préciser le nombre et la qualification des personnels susceptibles d'intervenir. Dans son offre, le candidat devra justifier de tout ou partie des certifications et qualifications imposées ci-dessus. Il indiquera notamment, pour ces techniciens intervenant, un profil type indiquant le niveau de qualification, d'habilitation et de certification ainsi que les stages suivis au cours des deux (2) dernières années.

## **5. GESTION DE LA MAINTENANCE**

Dans le cadre de son marché, le titulaire établira les documents décrits dans les paragraphes suivants.

**L'ensemble de ces documents constitue le livret de maintenance des S.S.I-E.A d'une part et des E.L.I d'autre part.**

Le titulaire assurera :

- le suivi administratif du marché (devis, ordre de service, facturation, consommation financière, etc...) ; un tableau de suivi type sera transmis aux titulaires à l'issue de la réunion de démarrage pour assurer le suivi optimal du marché. Ce tableau devra être communiqué à la PFRA en amont de chaque réunion annuelle.
- la prise en charge des installations ;
- la responsabilité technique des installations et de toutes les interventions dans le cadre du présent marché ;

- l'encadrement des personnels intervenants sur le ou les site(s) et supervision de toute intervention (y compris celles confiées à des tiers par la société) ;
- les relations avec le responsable de site ;
- les relations avec les divers fournisseurs.

**Il utilisera** (sous réserve de disponibilité sur le site) :

- l'outil bureautique : fichiers informatiques pour relation avec le responsable de site et le suivi technique et financier des installations ;
- l'outil de gestion centralisée.

**Il aura :**

- toute faculté de déclencher des interventions par des intervenants extérieurs si nécessaire, après accord du responsable de site ou de son représentant ;
- tout pouvoir pour assurer et faire respecter par le personnel placé sous ses ordres et les sociétés extérieures intervenantes, la sécurité des personnes et des biens.

### *5.1 Planning d'intervention*

Un planning d'intervention par site sera transmis au service coordonnateur du marché et à chacun des services gestionnaires au plus tard dans les trois (3) mois suivant l'intégration des sites au marché.

Le planning des interventions préventives pourra être modifié en cours d'année, en fonction des conditions d'utilisation des équipements ou d'événements spécifiques, après information et accord des responsables de sites.

Ce planning prévisionnel sera remis à jour chaque année et transmis à nouveau aux services gestionnaires.

### *5.2 Revue de marché*

#### **5.2.a**      Audit d'entrée

L'inventaire de départ du matériel est donné dans les annexes 3 et 4 de l'Acte d'Engagement lors de la consultation initiale.

Seuls sont listés les sites et principaux équipements, mais le prestataire doit prendre en compte l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement.

Après notification du marché, et afin de vérifier la liste des appareils, dans un **délai de 90 jours ouvrés** maximum après rendez-vous pris à l'initiative du responsable de site, le **titulaire réalise un inventaire de départ exhaustif contradictoire précis des installations présentes** (nombre et type de matériels, marques, caractéristiques techniques...) sur la base des tableaux joints en annexe du présent AE.

Un procès-verbal détaillé est établi pour chacun des sites. Ce procès-verbal sera dressé de façon contradictoire, en présence du responsable de site et signé des deux parties. Ce procès-verbal indique la date, les noms et qualité des participants aux visites de prise en charge.

L'inventaire exhaustif des équipements réalisé lors de cet audit d'entrée est transmis en format modifiable (identique à celui transmis lors de la consultation) au service utilisateur dans un délai maximum de **5 jours ouvrés** après la visite d'audit. Cet inventaire est également transmis par voie dématérialisée à la PFRA Hauts-de-France pour le suivi du marché.

La réalisation de l'audit d'entrée ne saurait donner lieu à modification du prix de l'offre du titulaire sauf erreur manifestement importante dans le descriptif des équipements fourni par le pouvoir adjudicateur.

L'inventaire réalisé lors de l'audit d'entrée servira de base pour la réalisation du bon de commande annuel.

En cas de nécessité d'avenant et/ou de mise au point économique, le titulaire dispose d'un délai de **5 jours ouvrés maximum** après la visite d'audit d'entrée pour faire une proposition chiffrée au service.

Suite à l'inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par l'accord cadre.

À l'occasion de cet inventaire de départ, et après un accord express du service gestionnaire, la première visite d'entretien peut être effectuée à la condition qu'elle ne soit pas incompatible ni avec les dispositions réglementaires en vigueur, ni avec les délais définis dans le présent accord cadre. Les horaires d'interventions sont fixés en accord avec le gestionnaire de site. Lors de cet audit d'entrée, le titulaire se devra de vérifier les plans d'évacuation et d'intervention existants et présentés par les services.

En cas d'écart constaté avec la réalité, en plus de le signaler par écrit au service utilisateur, l'entreprise se devra :

- de mettre à jour sommairement l'ensemble des plans ;
- de transmettre un devis pour fourniture et mise en place de plans d'évacuation et d'intervention en conformité avec la réglementation.

Pour rappel, les poteaux et bornes incendie sont représentés sur des plans de la parcelle.

**REMARQUE** : pour les sites n'ayant pu faire l'objet de chiffrage en amont, lors de la consultation initiale, notamment en raison du manque d'exhaustivité des équipements sur les sites, le titulaire devra effectuer l'inventaire exhaustif de tous les matériels et équipements disponibles sur ces sites.

Cet inventaire donnera lieu également à un chiffrage pour permettre aux services gestionnaires de pouvoir établir le bon de commande annuel.

Dans ces cas, les services gestionnaires sont tenus de transmettre à la PFRA les informations détaillées sur les sites ayant fait l'objet d'un inventaire complet par le titulaire.

## **5.2.b**      Audit de sortie

À la cessation du marché, le titulaire s'engage à laisser les appareils en parfait état de sécurité, de fonctionnement et de propreté.

Un état des lieux contradictoire organisé par le service bénéficiaire ou son représentant est établi avec le titulaire sortant **60 jours ouvrés maximum** avant la date de fin de l'accord cadre afin de s'assurer du bon état des installations.

Cet état des lieux peut être programmé et organisé conjointement avec le représentant du service bénéficiaire lors de la dernière visite de maintenance préventive des équipements et le mainteneur entrant. Il est signé par l'ensemble des parties (mainteneur sortant, mainteneur entrant, service bénéficiaire ou son représentant).

L'original est remis au service bénéficiaire. Une copie est conservée par les titulaires entrant et sortant. Dans le cas de non-conformités ou de prestations non exécutées ayant été relevées lors de cet état des lieux de sortie, elles le seront par le nouveau mainteneur entrant au frais du titulaire sortant.

En cas de désaccord, une expertise extérieure peut être sollicitée par le service bénéficiaire. Les frais liés à cette expertise sont répercutés au titulaire sortant en cas de constat de défaut d'entretien par l'expert.

## **5.3** *Fiches d'intervention*

Une fiche d'intervention est émise pour chaque intervention de maintenance préventive ou corrective.

### **5.3.a**      *Fiches d'intervention de maintenance préventive*

Pour chaque équipement faisant l'objet d'une maintenance préventive, cette fiche donne la liste des tâches à effectuer au cours de l'intervention.

De plus, elle comporte :

- la désignation et la localisation de l'équipement ;
- la semaine où cette intervention est programmée.



### 5.3.b *Fiches d'intervention de maintenance corrective*

Ces fiches sont de conception identique aux précédentes. Le titulaire y décrit les interventions qu'il a été amené à effectuer pour corriger les anomalies constatées.

### 5.3.c *Rapport d'intervention*

Le rapport d'intervention est rédigé par le titulaire sur la fiche d'intervention. Il comprend notamment les renseignements suivants :

- le détail des tâches effectuées sur les équipements ;
- la durée de l'intervention, nombre d'heures et qualification du personnel employé ;
- le détail des fournitures et pièces utilisées ;
- les observations et relevés éventuels.

La fiche d'intervention complétée du rapport, doit être retournée immédiatement au responsable de site :

- pour la maintenance corrective : immédiatement après l'opération ;
- pour la maintenance préventive : dans le courant de la semaine suivant l'intervention.

## 5.4 *Dossier d'identité des lots – S.S.I-E.A*

Le titulaire s'engage à mettre à jour le dossier d'identité du S.S.I au fur et à mesure de ses interventions. Lorsque ce dossier n'existe pas, il constitue un dossier contenant tous les éléments en sa possession qui permettront ultérieurement de créer ce dossier. Dans le cas où un coordinateur S.S.I serait missionné pour établir ce dossier d'identité du S.S.I, le titulaire se tient à sa disposition et lui transmet tout élément utile en sa possession.

## 5.5 *Rapport annuel*

Le rapport annuel comportera le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année :

- le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année et des matériels remplacés (ainsi que la synthèse des factures associées) ;
- la liste des devis proposés et le cumul des devis acceptés ;
- les anomalies principales et les faits marquants ;
- un rapport précisant les non conformités éventuelles des installations concernées par le marché en rapport avec les dispositions réglementaires ou normatives applicables à la date de mise en œuvre du Système de Sécurité Incendie (S.S.I) et des Équipements d'Alarmes (EA) et (ou) des Équipements de Protection et de Lutte contre l'Incendie (E.P.L.I) ainsi que toutes suggestions relatives à l'évolution de la réglementation portant sur les installations précitées ;
- un rapport technique sur l'état des matériels ;
- une prévision budgétaire de travaux éventuels à effectuer pour l'année à venir et pour les trois (3) années à venir.

**Ce rapport annuel sera remis et commenté à chaque service gestionnaire, au plus tard deux (2) semaines avant la date anniversaire du contrat,** sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 3 du CCME.

## 5.6 *Synthèse annuelle*

A l'occasion des revues de marché annuelles, le titulaire communiquera à la PFRA la synthèse de tous les rapports annuels par lot.

**Cette synthèse annuelle sera remise et commentée à la PFRA, au plus tard deux (2) semaines avant la date anniversaire du contrat,** sous peine d'application des pénalités prévues au du CCAP.

Ces documents serviront de support à l'organisation des revues de marché.

# 6. PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS

## **6.1 Maintenance préventive**

Les interventions de maintenance préventive doivent respecter, a minima, le principe d'annualité avec une tolérance de plus ou moins un mois par rapport à la date anniversaire de la dernière visite réalisée.

Dans le cas où l'intervention n'aurait pu être exécutée à la date prévue pour une raison valable et motivée, le responsable de site pourra fixer une nouvelle date d'exécution.

Si cette nouvelle date n'est pas respectée, les pénalités prévues au CCAP sont applicables.

## **6.2 Maintenance corrective**

La maintenance corrective est par nature imprévisible.

Les opérations de maintenance préventive ont précisément pour but de réduire le nombre de pannes nécessitant une opération de maintenance corrective.

La programmation des interventions de maintenance corrective, autres que les mesures conservatoires et les dépannages, sera faite en fonction de l'urgence.

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;
- par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché, par téléphone avec confirmation éventuelle par télécopie ou par messagerie électronique.

Ces prestations entrent dans le cadre de la maintenance sur bons de commande. Elles seront rémunérées sur la base des prix fixés dans l'acte d'engagement. Toutefois, elles feront l'objet d'un devis détaillé (temps prévu, main d'œuvre, fournitures) qui sera soumis à l'accord préalable du responsable de site.

Toute intervention non concluante doit donner lieu à la mise en place d'une mesure conservatoire (actions palliatives), permettant une continuité de service, partielle ou totale, dans l'attente d'une mesure définitive.

La constatation et le diagnostic de la panne ne peut être considéré comme des résultats suffisant libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas d'absence de mesure compensatoire par le titulaire, les pénalités prévues au CCAP pourront trouver à s'appliquer.

# **7. MODALITÉS D'EXÉCUTION**

## **7.1 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'administration. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'administration.

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujetti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique. Si nécessaire, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants sur site pour qu'ils soient habilités à intervenir sur site.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

A cette fin, une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux sera établie et fournie par le titulaire. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Au cas où les nécessités de la sécurité des activités de l'administration l'exigeraient, la personne publique peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents de l'intervenant l'accès à certains locaux.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;
- les équipements de manutention ;
- les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- les protections ;
- les véhicules ;
- les tenues de travail ;
- les équipements de téléphonie et informatique de ses personnels.

Les périodes d'intervention du titulaire s'étendent de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

### ***7.2 Maintenance préventive***

Dans le cadre du marché de maintenance, le titulaire assure les interventions de maintenance préventive.

D'une manière générale, le titulaire devra se référer aux notices d'entretien des constructeurs. A titre indicatif, une liste des interventions minimales à effectuer sur les installations concernées par le marché est donnée en annexe du présent CCTP.

A défaut de précisions sur les prestations de maintenance à mettre en œuvre dans le présent CCTP, ce sont les gammes standards constructeurs qui sont à prendre en compte.

### ***7.3 Maintenance corrective et complémentaire***

La maintenance corrective est réalisée sur proposition du titulaire ou à la demande du gestionnaire de site suite à une dégradation ou une panne. Elle donne lieu à un devis et l'intervention fait l'objet d'une programmation.

Le devis est réalisé et transmis au gestionnaire dans les 72 heures suivant la constatation de la dégradation ou de la panne, le cas échéant.

L'intervention corrective intervient dans les 24 heures s'il y a urgence et dans les 72 heures si non urgent, suivant l'acceptation du devis par le gestionnaire de site.

Les conditions sont analogues en cas de demande de fournitures et d'installation de matériels complémentaires.

Le titulaire est tenu d'exécuter les réparations provisoires ou définitives qui, faute d'intervention, ne permettraient pas l'utilisation normale des équipements ou compromettraient la sécurité des personnes ou la bonne conservation des installations et des biens.

Cette réparation entre dans le cadre des garanties des marchés de travaux (au sens de l'article 1792 et suivants du Code civil) durant la période où ces garanties sont acquises au maître d'ouvrage.

### ***7.4 Astreintes***

Pour répondre aux exigences du marché en termes de délais maximum d'intervention sur appel, et délais maximum d'indisponibilité des équipements, le titulaire assure la mise en place pérenne d'un service d'astreinte comportant un centre d'appel qui enregistre l'heure précise de la demande d'intervention en lui attribuant une référence individuelle pouvant être tracée jusqu'à sa réalisation et permettant d'intégrer la cause, la nature et l'action menée.

Le service d'astreinte doit pouvoir assurer le suivi des demandes d'intervention, en enregistrant l'heure précise de la demande d'intervention ainsi que les coordonnées du service bénéficiaire. Ces informations devront figurer dans le rapport d'intervention. Le technicien en charge de l'intervention confirmera son heure d'arrivée au responsable de site.

Cet appel déclenchera le déplacement d'une personne qualifiée, capable d'effectuer le diagnostic de la panne, de réparer si cela est possible ou de remettre en marche dégradée les installations, de prendre les mesures conservatoires, et d'informer le gestionnaire du site.

La première heure d'intervention débute à compter de l'arrivée sur place du technicien, nécessaire à la prise de mesures conservatoires et à l'information du responsable de site.

La possibilité d'intervention à distance ne dispense pas le titulaire d'intervenir sur le site pour réparer effectivement les défauts constatés. Elle permet seulement un diagnostic et éventuellement un dépannage provisoire.

La constatation et le diagnostic de la panne ne peut être considéré comme des résultats suffisant libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent accord-cadre.

L'ensemble de ces informations est consultable par le responsable de site sur simple demande de sa part. La liste des interventions réalisées est reproduite dans le rapport annuel du site concerné.

## 7.5 Assistance

Le titulaire est tenu, dans le cadre du prix forfaitaire, d'assister le responsable de site :

- au cours des visites réglementaires relatives à ses installations, effectuées par tout organisme de contrôle ;
- au cours des visites ou essais qu'il convient d'effectuer pour améliorer les performances des équipements. Il participe à l'analyse des résultats.

Le titulaire assiste le responsable de site pour les choix économiques liés à la stratégie de maintenance des équipements et installations qui relèvent de ses interventions.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de l'intervention du personnel du responsable de site pour refuser la réparation au titre des garanties contractuelles.

## 7.6 Réunions

Le titulaire devra participer aux réunions auxquelles, il sera convoqué par le responsable de site. Ces réunions feront l'objet d'un compte rendu.

Une visite contradictoire ponctuelle ou par sondage, pourra être réalisée sur les équipements ou partie d'installations, les résultats seront consignés dans le rapport d'activité.

## 7.7 Synthèse des délais

Éléments attendus	Délais fixés	Éléments déclencheurs
Horaires d'intervention (sauf astreintes)	08h à 18 h ; 5/7j	Systématique
Services d'astreintes	24h/24 ; 7/7j	Systématique
Délai d'intervention d'urgence (SSI EA)	4h	Suivant la demande
Délai d'intervention d'urgence (ELI)	24h	Suivant la demande
Délais d'intervention – maintenance corrective (SSI-EA)	24h	Suivant la demande
Délais d'intervention – maintenance corrective (ELI)	72h	Suivant la demande
Délai de transmission de devis (SSI EA & ELI)	2 jours ouvrés max	Dès réception de demande
Délai de transmission de devis (SSI EA & ELI) <b>URGENT</b>	24h	Dès réception de demande
Remise en route « mode dégradé »	24h	Suivant la demande
Revue de marché	30 jours	Après notification
Audit d'entrée (fiabilisation & inventaire complet)	90 jours	Après notification

Audit de sortie	60 jours	Avant fin de contrat
Transmission inventaire des équipements	5 jours ouvrés	Après visite audit d'entrée
Planning prévisionnel – maintenance préventive	90 jours	Avant la visite annuelle
Informations de visites sur site	15 jours	Avant intervention
Rapport d'intervention préventive, corrective, dépannages	2 jours	Après intervention
Rapport de suivi annuel du marché	5 jours	Avant réunion PFRA

## 8. PRODUITS CONSOMMABLES / PIÈCES DE RECHANGE

Le titulaire fournit tous les produits et ingrédients (chiffon, huile, graisse, antigel, solvants, détartrants, etc.), tous les filtres et petites pièces d'usure (joints, courroie, etc.), les petits matériels (voyants, relais, fusibles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, etc.), les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations. Cette fourniture est incluse dans la partie forfaitaire du marché.

Les pièces détachées de remplacement seront conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché et que l'évolution des techniques ne permette pas l'installation de pièces plus perfectionnées ou de rendement supérieur. Tout changement de caractéristiques, doit être immédiatement signalé. Dans tous les cas, les pièces devront être des pièces dites équivalentes aux pièces d'origine, et le titulaire devra respecter les règles d'associativité entre matériels.

Le PV d'associativité du nouveau matériel sera transmis à l'établissement et le dossier d'identité du S.S.I-E.A ou E.L.I sera mis à jour par le titulaire. Il appartient au titulaire de faire en temps voulu les démarches nécessaires pour l'achat de ces produits et matériel compte tenu des délais d'approvisionnement. Si le titulaire est à l'origine d'un incident, la réparation est entièrement à sa charge quelque soit le montant des fournitures. Pour les lots 1 à 5, les pièces nécessaires aux réparations d'un montant unitaire inférieur à 50 euros HT, sont à la charge du titulaire au titre du présent marché.

## 9. CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

### 9.1 Interdiction des émulseurs et additifs fluorés

La réglementation européenne (EU 2020/784 du 8 avril 2020) interdit la production de PFOA (acide perfluorooctanoïque) depuis juillet 2020, et leur utilisation est interdite depuis juillet 2023, sauf si les produits peuvent être récupérés. La fin totale de leur utilisation est prévue pour juillet 2025.

La réglementation européenne (règlement UE 2020/784 du 8 avril 2020) prévoit depuis juillet 2025 **l'interdiction totale de fabriquer, détenir ou utiliser des émulseurs fluorés** (appellation générique PFAS).

De manière générale, les PFAS sont caractérisés par un niveau de persistance élevé dans les milieux environnementaux notamment aqueux (non biodégradabilité en raison de la structure chimique), leur bioaccumulation et leur haute toxicité intrinsèques sur les organismes vivants et plus particulièrement l'homme.

De ce fait, le marché n'autorise pas la fourniture d'extincteurs avec additif avec fluor ni la fourniture de cartouches de recharge d'extincteurs avec fluor.

### 9.2 Les nouveaux additifs et émulseurs autorisés

Les fabricants d'émulseurs et d'additifs pour la lutte contre l'incendie ont cherché des substituts aux produits fluorés. Les productions actuelles sont satisfaisantes, et certains extincteurs arborent désormais des pastilles mentionnant le caractère écologique de l'additif, voire des poignées, lances et jupes de couleur verte.

Les mentions « **Sans fluor** » ou « **100 % végétal** » figurant sur certains extincteurs s'inscrivent dans la démarche commerciale informative de « **l'écolabel européen** », qui garantit la qualité écologique et sanitaire, en prenant en compte le cycle de vie du produit et l'ensemble de ses impacts environnementaux.

### 9.3 BEGES et plan de transition associé au titulaire

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis\*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

*\*Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

## **9.4 Qualité environnementale des produits et matériaux**

### **9.4.1 Réduction de l'impact environnemental et sur la santé**

L'acheteur est attaché à la transparence des informations et à la réduction de l'impact sanitaire et environnemental de ses projets de travaux, dont les émissions de gaz à effet de serre (GES), la consommation d'énergie, le prélèvement des ressources naturelles et les émissions de substances polluantes et/ou nocives pour la santé des ouvriers de chantier et des occupants et utilisateurs des locaux objet des travaux.

Aussi, dès lors qu'ils existent, à condition de respecter les NF DTU (documents techniques unifiés) et de disposer d'un avis technique du CSTB, les titulaires utilisent des appareils répondant à un niveau élevé de performance environnementale dont les critères d'appréciation recherchés par l'acheteur sont :

- Efficacité énergétique de l'appareil
- Émissions de gaz à effet de serre à l'utilisation
- Économies d'énergie générées après mise en œuvre

### **9.4.2 Gestion des déchets**

Les déchets résiduels générés par les prestations objet de l'accord-cadre (chutes de produits et matériaux de construction résultant de l'intervention des titulaires, déchets d'équipements électriques et électroniques, déchets d'emballage de produits mis en œuvre) sont sous la responsabilité des titulaires qui sont tenus de les enlever ou les faire enlever des sites des services bénéficiaires.

En particulier et sauf demande contraire dûment exprimée par le service bénéficiaire, le titulaire laisse les sites bénéficiaires libres de tout emballage secondaire et tertiaire servant au conditionnement et au transport de produits utilisés pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

Chaque titulaire assure le traitement des desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes traitement exprimée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Tenant compte de la préoccupation environnementale exprimée par l'acheteur, les titulaires veillent au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

#### **9.4.3 Qualité environnementale des véhicules routiers**

Le présent article s'applique aux véhicules mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que la prestation soit réalisée en flotte propre ou externalisée. La flotte de véhicule utilisée pour l'exécution du marché répond à minima à la norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro V ou équivalent.

#### **9.4.4 Formation des conducteurs à l'éco-conduite**

L'éco-conduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché (sous-traitance d'une partie de la maintenance annuelle par exemple).

## **10. PRESTATIONS DIVERSES**

### **10.1 *Logiciels relatifs aux S.S.I-E.A***

La prestation comprend la maintenance et la mise à niveau en fonction de l'évolution des produits, par les constructeurs, des différents logiciels techniques (automates, régulation, unités centrales de gestion, unités déportées, etc.). Le titulaire devra passer des accords avec les ayants droits des logiciels « propriétaires ». La prestation s'étend aux mises à jour horaires, antivirus, dépannages, modifications à la demande du responsable de site.

### **10.2 *Outillage***

Le titulaire fait son affaire de tout l'outillage nécessaire à l'exécution de ses prestations.

La liste des matériels, outillages et produits entreposés dans les bâtiments, sera soumise à l'accord du responsable de site ; le titulaire en demeure seul responsable.

### **10.3 *Appareils de mesure***

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesures, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

### **10.4 *Nettoyage***

Le titulaire maintiendra en parfait état de propreté les locaux techniques abritant les installations dont il assure la maintenance ainsi que les locaux mis à la disposition de ses personnels. Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle d'évacuer et de recycler l'ensemble des déchets produits. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les têtes de détection et les batteries, mais également les emballages.

### **10.5 *Plan d'évacuation***

Le titulaire, dans le cadre de son devoir de conseil, devra procéder aux vérifications des plans d'évacuation. Il devra signaler aux services bénéficiaires les plans qui nécessitent une mise à jour. Il pourra enfin procéder à la mise à jour à leur demande.